



Observatoire Economique et Statistique de l'Afrique Subsaharienne

PROJET DE RENOVATION DE L'ENHPC DANS LES PAYS DE L'UEMOA

METHODOLOGIE DE L'ENQUETE PRINCIPALE SUR LES DEPENSES DES MENAGES

Novembre 2008

SOMMAIRE

	Page
I. CONTEXTE ET JUSTIFICATION.....	2
II. OBJECTIFS DE L'ENQUETE.....	3
III. DEFINITION DES CONCEPTS.....	3
IV. PRESENTATION DE LA NOMENCLATURE DE CONSOMMATION.....	5
V. CHAMPS DE L'ENQUETE.....	6
VI. ECHANTILLONNAGE.....	6
VII. QUESTIONNAIRES ET AUTRES DOCUMENTS TECHNIQUES.....	8
VIII. METHODES D'OBSERVATION.....	12
IX. ORGANISATION DE L'ENQUETE.....	13
X. CHRONOGRAMME DES ACTIVITES DE L'ENQUETE.....	14

CONTEXTE ET JUSTIFICATION

L'un des objectifs du traité de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) est d'assurer la convergence des politiques économiques dans ses Etats membres. L'Union a institué un mécanisme de surveillance multilatérale. Le taux d'inflation qui est un indicateur parmi les critères de premier rang est suivi de façon rigoureuse depuis 1998, suite à la mise en place d'un indice harmonisé de prix à la consommation (IHPC) dans les Etats membres¹. La production mensuelle de l'IHPC mis à la disposition de la Commission de l'UEMOA est un résultat positif et fort apprécié par rapport à la situation statistique antérieure des différents Etats membres. Toutefois, cet indicateur est calculé sur une année de base de 1996 dont tous les acteurs concordent à admettre son vieillissement.

Le panier des biens et services et les coefficients de pondération de cet indice sont obtenus à partir d'une enquête sur les dépenses des ménages (de type enquête budget consommation, EBC), réalisée de façon simultanée dans les principales agglomérations des pays membres. Les prix de base de l'indice sont aussi calculés à partir des prix des biens et services collectés tout au long de l'année 1996. Le même dispositif a été mis en place plus tard en 2002 en Guinée Bissau après son adhésion à l'UEMOA. Des questions se posent actuellement sur la qualité de cet indice et sur le dispositif de son calcul. En effet, le dispositif actuel n'a pas prévu un suivi particulier des produits saisonniers. Par ailleurs, le champ des biens et services de consommation des ménages a connu des évolutions depuis 1996, dont il faudra désormais tenir compte dans le calcul de l'IHPC.

D'après les conclusions de la mission circulaire effectuée en 2005 par des consultants internationaux à la demande de la Commission de l'UEMOA, dans le cadre du projet d'amélioration de la qualité du dispositif de surveillance multilatérale, les instituts nationaux de statistique (INS) ont tous admis que l'EBC de 1996 a été une bonne enquête qui a répondu à ses objectifs. La méthodologie utilisée a été jugée tout à fait appropriée et a été reconduite en partie lors de la réalisation de la phase 3 de l'enquête 123 en 2001-2002. Cependant, certaines difficultés sont apparues localement dans sa mise en œuvre. Elles concernent la cartographie, le plan de sondage, l'organisation de la collecte, le logiciel de traitement, le moyens de transport, l'adaptation des questionnaires notamment le plan de sondage non stratifié dans certains pays. Après 1996, plusieurs pays ont réalisé d'autres enquêtes auprès des ménages qui n'ont pas eu forcément les mêmes objectifs que l'EBC 1996. Et quand tel est le cas, des comparaisons de structure de consommation n'ont pas été étudiées.

Fort du constat des INS selon lequel l'IHPC fait partie de leurs principaux produits statistiques mais dont ils sont conscients du vieillissement de l'année de base et de la vétusté du panier des biens et services dont les prix sont suivis, la réalisation d'une nouvelle enquête sur les dépenses des ménages s'avère alors indispensable. A cet effet, les INS ont fait les recommandations suivantes :

1) Reconduire globalement la méthodologie de 1996 :

- reprendre les principes de 1996 en matière de plan de sondage en améliorant et systématisant la stratification pour le tirage des unités primaires ;
- reconduire la méthodologie de 1996, reprise pour l'essentiel lors de la réalisation de la phase 3 de l'enquête 123 ;
- utiliser la nomenclature COICOP la plus récente comme référence pour établir la mise à jour de la liste des consommations ;

¹ La Guinée Bissau Calcule l'IHPC depuis 2002.

- étendre la collecte sur une année entière ;
- étendre la couverture de l'enquête.

2) Reconduire l'organisation mise en place en 1996

3) Mieux associer le service chargé de l'IHPC aux travaux de l'enquête

Etant donné que FRISTAT a déjà effectué une évaluation de la phase 3 de l'enquête 1-2-3, des améliorations méthodologiques sont alors proposées pour cette EBC. Il est également important de souligner que l'extension de l'enquête dans le temps et dans l'espace ne sera pas entièrement résolue dans le cadre de la prochaine rénovation de l'IHPC, compte tenu des coûts. Toutefois, une méthodologie sera proposée dans un autre document pour une enquête complémentaire devant permettre de tenir compte du phénomène de saisonnalité.

I. OBJECTIFS DE L'ENQUETE

L'objectif général de l'enquête est d'améliorer la qualité de l'IHPC produit par les Etats membres de l'UEMOA. Les objectifs spécifiques sont :

- déterminer un nouveau jeu de coefficients de pondération des IHPC ;
- actualiser le panier des biens et services dont les prix seront suivis ;
- analyser la consommation des ménages.

II. DEFINITION DES CONCEPTS

Les deux principaux concepts de cette enquête sont le ménage et la dépense de consommation d'un ménage. Des précisions sur les autres concepts pourront se faire dans le manuel des agents de collecte (logement, emploi, chômage, migration, résidence, profession ou métiers, branches d'activités, etc.).

Le ménage

Le ménage est défini au sens du recensement général de la population et de l'habitat (RGPH). Il s'agit de personnes apparentées ou non, vivant ensemble sous le même toit, partageant des repas en commun et reconnaissant l'autorité d'un chef de ménage.

Cette définition est reprise et précisée dans la résolution I de la 17^{ème} conférence internationale des statisticiens de travail (CIST) de décembre 2003, concernant les statistiques des revenus et des dépenses de ménages. Un ménage peut être soit composé d'une seule personne qui pourvoie à ses propres besoins alimentaires et autres besoins vitaux sans s'associer avec d'autres personnes ; le ménage peut également comprendre plusieurs personnes qui peuvent être identifiées en fonction de l'un des critères suivants :

- elles partagent le logement (soit en contribuant aux frais de logement soit en bénéficiant du fait que les frais sont supportés par les autres) ;
- elles partagent au moins un repas par semaine ;
- elles sont financièrement dépendantes en ce qui concerne au moins deux des trois types de postes suivants : nourriture, logement ou autres dépenses. Dans ce cas, le ménage est qualifié d'*unité de consommation*.

Dans les détails précisés par la résolution susmentionnée, il est noté que le respect du critère de chef de ménage n'est pas obligatoire pour définir un ménage. Cependant pour des questions pratiques de l'enquête, cette notion a tout son sens. De même, dans l'opérationnalisation du concept de ménage, plusieurs cas sont à exclure pour des raisons pratiques. Ainsi, les ménages collectifs vivant dans des campements, des lieux de détention, des casernes militaires, les hôpitaux, les centres de réinsertion sociale sont généralement exclus du champ social de l'enquête pour des difficultés d'enquête. Il en est de même des personnes sans domicile fixe.

Selon la résolution citée, une durée minimum de six mois peut être utilisée comme l'un des critères permettant de déterminer la résidence habituelle au sein du ménage.

La dépense de consommation d'un ménage

Toujours selon la résolution I de la 17^{ème} conférence internationale des statisticiens de travail (CIST) de décembre 2003, concernant les statistiques des revenus et des dépenses de ménages, les biens et services de consommation sont ceux qui sont utilisés par un ménage pour la satisfaction directe des besoins personnels de ses membres. Les dépenses de consommation du ménage représentent alors la valeur des biens et services de consommation acquis, utilisés ou payés par un ménage par des achats monétaires directs, la production pour son propre compte, le troc ou en tant que revenu en nature, pour la satisfaction des besoins de ses membres. La consommation finale effective d'un ménage est la somme de ses dépenses de consommation et de la valeur des biens et services de consommation acquis ou utilisés par le ménage au moyen de transferts provenant d'administrations publiques, d'institutions à but non lucratif ou d'autres ménages.

La résolution précise que le concept de consommation finale effective est plus approprié à l'analyse du bien-être du fait qu'il tient compte de tous les biens et services de consommation mis à la disposition d'un ménage pour satisfaire les besoins de ses membres.

Aux fins de l'enregistrement de leurs dépenses, les services peuvent être considérés comme consommés au moment de l'acquisition ou au moment de paiement. Par contre pour ce qui est des biens, il s'agit de choisir entre le moment de l'acquisition et le moment d'utilisation. Dans le cas de l'estimation des coefficients de pondérations d'un indice de prix en tant qu'indicateur macro-économique destiné à mesurer l'inflation, le choix est plutôt porté vers l'approche fondée sur l'acquisition des biens. En effet, concernant les services acquis et les biens non durables (biens consommés entièrement ou progressivement sur une courte période après leur achat), la dépense de consommation mesurée par l'approche d'acquisition est une bonne approximation de la mesure sur la base des coûts de consommation (valeurs estimées du flux de service provenant des biens et les valeurs des services effectifs).

Par contre, la dépense de consommation de biens durables (biens de consommation utilisés plusieurs fois sur une longue période) estimée par l'approche d'acquisition est généralement différente de la valeur obtenue en utilisant l'approche fondée sur les coûts de consommation. Mais aux fins d'utilisation dans la compilation des coefficients de pondération pour un indice de prix à la consommation (IPC) qui servira à suivre l'inflation, l'approche « acquisition » est souvent utilisée, surtout lorsqu'elle n'est appliquée qu'aux achats monétaires.

En résumé, dans le cadre de cette enquête, la dépense de consommation est définie selon l'approche d'acquisition des biens et services. Pour le calcul de l'IPC, il est alors exclu toutes consommations non monétaires (autoconsommation, cadeaux reçus en nature, loyers fictifs etc..). Toutefois, ces informations peuvent être collectées pour servir à d'autres analyses.

Une dépense est une sortie d'un moyen de paiement en échange d'un bien ou d'un service acquis. On parle généralement de dépense monétaire lorsque le moyen de paiement est une monnaie. La dépense peut être également définie selon l'acteur et l'utilisation qui sera faite des biens et services acquis. On distingue ainsi :

- une dépense non individualisable qui se réalise pour la satisfaction d'un besoin collectif difficile à imputer à chacun des membres du groupe (exemples : dépenses alimentaires, paiement de loyers, de frais de téléphone fixe et d'électricité par un ménage) ;
- une dépense individualisable qui est faite spécifiquement par un acteur pour lui-même ou pour un autre membre du ménage (exemples : achat de paire de chaussures, de tissu, frais de scolarité des enfants).

Une dépense est caractérisée de non monétaire dans les cas suivants : l'autoconsommation d'un bien produit par le ménage lui-même, l'acquisition d'un cadeau en nature qui augmente la consommation d'un ménage. Au sens de l'enquête, ces dépenses seront valorisées aux prix déclarés par les ménages qui seuls sont en mesure de dire à quel montant ils pouvaient accéder à ces biens s'ils devaient sortir de l'argent en échange.

La dépense peut également être distinguée selon le temps de sa réalisation. La dépense quotidienne est celle que le ménage effectue pendant la période de l'enquête sur le terrain. Tandis qu'une dépense rétrospective fait référence à une période passée dont la durée est bien délimitée, au cours de laquelle le ménage l'a effectuée. A titre d'exemple, les achats de produits alimentaires durant toute la période de passage d'un enquêteur dans un ménage sont considérés comme dépenses quotidiennes. Les achats de produits d'habillement et de chaussures réalisés au cours des six derniers mois précédant le passage d'un enquêteur dans un ménage sont caractérisés de dépenses rétrospectives.

III. PRESENTATION DE LA NOMENCLATURE DE CONSOMMATION

En 1996, l'enquête sur les dépenses des ménages a été réalisée avec la nomenclature de consommation ouest africaine (NCOA), une adaptation de la classification internationale COICOP (classification of individual consumption and purposes) à 10 fonctions de consommation finale des ménages. La COICOP 10 est compatible avec le système de comptabilité nationale de 1968 (SCN68). Mais très vite en 2002, la Commission de l'UEMOA a senti la nécessité de faire migrer les IHPC vers la COICOP 12, qui est compatible avec le système de comptabilité nationale de 1993 (SCN93). Des grilles ont été élaborées pour permettre aux pays de passer à cette nouvelle COICOP. Ce passage mathématique a mis en veille en réalité le problème lié au contenu effectif de la COICOP 12 en termes de biens et de services destinés à la consommation des ménages.

Au cours de cette enquête, il sera utilisé une nomenclature de consommation élaborée par AFRISTAT basée sur la COICOP 12 dont les fonctions sont déclinées ci-après :

01. Alimentation et boissons non alcoolisées
02. Boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants
03. Habillement et chaussures
04. Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles ;
05. Meubles, articles de ménages et entretien courant ;
06. Santé
07. Transport
08. Communications
09. Loisirs et cultures

10. Enseignement
11. Hôtels et restaurants
12. Biens et services divers.

Les fonctions sont subdivisées en groupes. Les groupes sont catégorisés en sous groupes qui à leur tour, sont subdivisés en postes. Le poste est la dernière subdivision qui contient les biens et services entrant dans la consommation finale des ménages.

IV. CHAMPS DE L'ENQUETE

Pour des raisons liées à des contraintes budgétaires, les champs social et géographique de l'IPC 1996 seront reconduits pour cette enquête. Le champ social est constitué de l'ensemble des ménages, toutes catégories confondues, nationaux ou africains, résidant dans le champ géographique de l'enquête. Sont exclus de ce champ, les ménages collectifs (camps militaires, casernes, hôpitaux, etc), les ménages ayant un statut diplomatique, les sans domiciles fixes.

Le champ géographique reste les principales agglomérations que sont Cotonou (Bénin), Ouagadougou (Burkina Faso), Abidjan (Côte d'Ivoire), Bissau (Guinée Bissau), Bamako (Mali), Niamey (Niger), Dakar (Sénégal) et Lomé (Togo).

Le champ des biens et services est constitué de l'ensemble des biens, quel que soit leur état à l'acquisition (neuf ou usagé) et des services consommés par les ménages. L'IPC rénové prendra également en compte l'évolution des prix des biens d'occasion (notamment les véhicules), des polices d'assurance et des paris des jeux de hasards. Selon les nouvelles recommandations, pour ces trois catégories de produits, les coefficients de pondération à partir des dépenses effectuées par les ménages diminuées des entrées d'argent obtenues soit par la revente des biens d'occasion, le remboursement des assurances ou les gains tirés des jeux de hasard.

V. ECHANTILLONNAGE

Plan de sondage

La mission circulaire sur l'amélioration du dispositif de surveillance multilatérale a recommandé un plan de sondage aréolaire stratifié à deux degrés. La stratification devra se faire avant le tirage des unités primaires. En 1996, certains pays ont utilisé des critères de stratification basés sur l'urbanisation des agglomérations (exemple : zones loties vs non loties, vieux quartiers vs nouveaux quartiers, centre ville vs périphériques, etc). Ces critères de stratification pourraient encore être utilisés. Toutefois, les pays sont libres de proposer d'autres critères pertinents.

L'échantillonnage est déterminant pour la qualité d'une enquête et la précision des résultats. En 1996 dans le cadre du projet UEMOA, il a été mis en œuvre un plan de sondage aréolaire à deux degrés. Au premier degré, il a été tiré des zones aréolaires dénommées zones de dénombrement (ZD) ou secteurs de numération (SE) selon les pays. Ce tirage a été fait à probabilité égale dans certains pays. Tandis que d'autres ont choisi un tirage à probabilités inégales. Dans tous les cas, 84 unités primaires ont été tirées dans la principale agglomération de chaque pays. Au deuxième degré, il a été tiré à probabilité égale, un échantillon de 1008 ménages de façon modulée dans unités primaires. A la suite de l'exploitation des enquêtes, des précisions des résultats ont été calculées.

D'après le tableau 1 à la page suivante, les coefficients de variation des dépenses totales de consommation se trouvent dans l'intervalle de 3 à 8%. Ils sont à moins de 5% pour les villes de Cotonou (3,8%), Abidjan (4,5%) et Lomé (4,3%). Dans les deux premières villes, il a été utilisé un plan de sondage à deux degrés, à probabilités inégales au premier degré. A Cotonou, le sondage a été stratifié. A Lomé, le tirage au premier de degré a été effectué avec probabilité égale.

L'amélioration des précisions des résultats semble être due au sérieux ayant entouré l'organisation de la collecte des données dans certains pays plutôt qu'au type de plan de sondage mis en œuvre ou au taux de sondage. Mais de façon générale, il est indiqué dans le cas d'une telle enquête d'utiliser un plan de sondage stratifié à deux degrés, à probabilités inégales au premier degré.

Tableau 1⁽¹⁾ : Précisions calculées sur les dépenses totales estimées à partir des enquêtes UEMOA de 1996

Villes/Pays	Nombre de strates	Type de plan de sondage au premier degré	Taille de l'échantillon des ménages	Taux de réponse en %	Coefficient de variation en % de la dépense totale de consommation
Cotonou (Bénin)	2	Tirage à probabilités inégales de 84 ZD	1008	88,9	3,8
Ouagadougou (Burkina Faso)	2	Tirage à probabilité égale de 84 UP	1008	88,7	5,7
Abidjan (Côte d'Ivoire)	1	Tirage à probabilités inégales de 84 ZD	1008	82,4	4,5
Bamako (Mali)	2	Tirage à probabilités inégales de 84 ZD	1008	99,0	7,0
Niamey (Niger)	3	Tirage à probabilités inégales de 84 ZD	1008	85,6	7,8
Dakar (Sénégal)	2	Tirage à probabilité égale de 84 UP	1008	94,1	6,4
Lomé (Togo)	1	Tirage à probabilité égale de 84 UP	1008	96,5	4,3

Source :

(1) Le calcul des précisions des résultats n'est pas fait pour la Guinée Bissau

Dans le cadre de cette enquête, la détermination de la taille de l'échantillon est surtout liée aux contraintes budgétaires et au dispositif pratique de la collecte des données sur le terrain. La mission circulaire a préconisé de reconduire la taille d'un échantillon de 1008 ménages pour la présente enquête. L'échantillon des unités primaires reste 84. Il est indiqué que le tirage des unités primaires soit fait à probabilité inégale. Au second degré, il sera tiré un nombre constant de 12 ménages par unité primaire.

Qualité de la base de sondage

Un des problèmes dont a souffert l'enquête de 1996 est celui de la qualité des bases de sondage. Pour un sondage aréolaire, la base la plus indiquée pour le tirage des unités primaires est le fichier cartographique mis à jour du plus récent recensement général de la population et de l'habitat. Dans certains pays, le fichier est disponible mais n'est pas toujours mis à jour. Tandis que d'autres pays ne disposent plus d'une base de données de recensement récente (cas du Togo dont le dernier RGPH remonte à 1981 et une dernière cartographie pré-censitaire à 1997).

L'analyse de la qualité des bases de sondage se fera alors cas par cas. Mais dans tous les cas, une opération de dénombrement des ménages dans les unités primaires sélectionnées est indispensable pour constituer la base de sondage du tirage au second degré. Un suivi particulier sur le terrain de ce dénombrement sera nécessaire pour éviter les erreurs du passé.

VI. QUESTIONNAIRES ET AUTRES DOCUMENTS TECHNIQUES

Questionnaires

Alors que dans une enquête par sondage, l'erreur d'échantillonnage peut être calculée à l'avance, les erreurs d'observation ne sont pas souvent quantifiables. La qualité des outils de collecte et la méthode d'observation utilisées en sont souvent la cause. Certes, les questionnaires utilisés en 1996 ont été appréciés par la mission circulaire. Mais des améliorations ont été sans cesse apportées à ces questionnaires à la suite de la réalisation de la phase 3 de l'enquête 1-2-3 dans les Etats membres de l'UEMOA de 2001-2004 et de l'enquête congolaise auprès des ménages de 2005. D'autres améliorations sont proposées par AFRISTAT sur les questionnaires devant servir à mesurer les dépenses de consommation des ménages.

Ainsi, pour réduire les biais d'observation des dépenses rétrospectives, plusieurs types de durée de la période de référence sont définis. La période est large (entre 6 et 12 mois) pour des achats de biens durables ou moins fréquents. Par contre, elle est réduite (3 mois) pour des acquisitions des services et de biens non alimentaires non durables plus fréquentes. De même, les questionnaires saisissant les dépenses rétrospectives individualisables sont accompagnés de fiche d'identification des bénéficiaires de ces dépenses. La principale raison est de mieux stimuler la mémoire des enquêtés sur les dépenses rétrospectives les concernant personnellement.

Le nouveau jeu de questionnaires comprend en tout 30 modules. Les questionnaires sur les dépenses de consommation comprennent un module sur les dépenses quotidiennes, 21 modules rétrospectifs, une fiche d'éligibilité et un carnet de comptes. Les modules rétrospectifs sont classés en quatre grands groupes : un module sur les dépenses alimentaires importantes ou exceptionnelles, 6 modules sur les dépenses non individualisables des ménages, 13 modules sur les dépenses individualisables (questionnaires dont les numéros sont suivis de la lettre i) et un module sur les dépenses à l'occasion des fêtes ou d'autres cérémonies. Les trois derniers modules de questionnaires permettent de recueillir auprès des ménages, des informations sur les reventes des biens durables, les remboursements des assurances et les gains des jeux de hasard.

Tableau 2 : Questionnaires de l'enquête sur les dépenses de consommation des ménages

CQ	TITRE DU QUESTIONNAIRE
01	Identification du ménage
02	Composition du ménage et caractéristiques des membres résidents
03	Emploi et chômage de la population active
04	Logement et possessions du ménage
EL	Fiche d'éligibilité au carnet de comptes
05	Présence des membres du ménage
06	Dépenses monétaires et acquisitions quotidiennes de produits ou de services (y compris les cadeaux reçus en nature) pour la consommation des ménages pendant une période de 18 jours
07	Dépenses d'acquisitions importantes ou exceptionnelles de produits alimentaires au cours des 12 derniers mois
08i	Dépenses d'habillement et de chaussures au cours des 12 derniers mois
09i	Dépenses d'habillement et de chaussures au cours des 6 derniers mois
10	Dépenses de logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles au cours des 6 derniers mois
11	Dépenses d'ameublement, équipement ménager et entretien courant pour la maison au cours des 12 derniers mois
12	Dépenses d'ameublement, équipement ménager et entretien courant pour la maison au cours des 6 derniers mois
13i	Dépenses de santé au cours des 12 derniers mois
14i	Dépenses de santé au cours des 3 derniers mois
15i	Dépenses de transport au cours des 12 derniers mois

CQ	TITRE DU QUESTIONNAIRE
16i	Dépenses de transport au cours des 3 derniers mois
17	Dépenses de communication au cours des 12 derniers mois
18i	Dépenses de communication au cours des 3 derniers mois
19	Dépenses de loisir et culture au cours des 12 derniers mois
20i	Dépenses de loisir et culture au cours des 6 derniers mois
21i	Dépenses d'éducation au cours des 12 derniers mois
22i	Dépenses d'hôtel et restaurant au cours des 12 derniers mois
23i	Dépenses d'hôtel et restaurant au cours des 3 derniers mois
24i	Dépenses de biens et services divers au cours des 6 derniers mois
25i	Dépenses de biens et services divers au cours des 12 derniers mois
26	Autres dépenses de biens et services divers au cours des 12 derniers mois
27	Dépenses à l'occasion des fêtes ou des cérémonies au cours des 12 derniers mois
28	Revente des biens durables par le ménage au cours des 12 derniers mois
29	Remboursement reçu des services d'assurance pour dommage subis par le ménage au cours des 12 derniers mois
30	Gains bénéficiés des jeux de hasard pariés par le ménage au cours des 6 derniers mois

Les données recueillies à l'aide de la fiche d'éligibilité ne seront pas saisies. Les données collectées à l'aide des carnets de comptes sont retranscrites chaque fois sur le questionnaire des dépenses quotidiennes. Enfin, les dépenses occasionnées par les fêtes ou des cérémonies ne seront plus isolées car leur prise en compte dans l'estimation des dépenses annuelles pose plus tard des problèmes de double compte quelles que soient les précautions qui sont prises.

Description du questionnaire sur les dépenses quotidiennes (CQ06)

Ce questionnaire (voir tableau 2) permet de saisir chaque jour, les informations suivantes :

- codes des titulaires des carnets de comptes;
- produits acquis ou payés;
- quantités acquises;
- prix unitaires;
- montants de dépenses correspondants;
- fréquences de renouvellement des achats;
- lieux d'achat ;
- origines des produits (locaux ou importés);
- état des produits à l'achat (neuf ou usagé).

Ce questionnaire prend ainsi en compte les préoccupations qui ont été évoquées dans l'élaboration des nomenclatures secondaires de l'IHPC, notamment l'origine des produits. Les informations sur l'origine des produits seront néanmoins recoupées avec celles du commerce extérieur pour leur validation.

Description du questionnaire sur les dépenses alimentaires importantes ou exceptionnelles (CQ07)

L'objet de ce questionnaire est de pallier aux omissions des dépenses alimentaires importantes ou exceptionnelles lors de la collecte des dépenses quotidiennes. Il s'agit notamment de gros achats pour provision qu'effectuent certains ménages. Si ces provisions durent plus de deux semaines, il est probable qu'elles ne soient pas observées pendant les 15 jours de suivi des dépenses quotidiennes.

Ce questionnaire permet de saisir les dépenses rétrospectives alimentaires exceptionnelles ou importantes réalisées par les ménages au cours des 12 derniers mois. Il comprend les variables essentielles suivantes :

- produits acquis ou payés;
- quantités moyennes payées à chaque fois;
- montants moyens de dépenses à chaque fois ;
- fréquences de renouvellement des achats;
- lieu d'achat;
- origine des produits.

Description des questionnaires sur les dépenses non individualisables

Ces questionnaires ressemblent dans leur présentation à ceux utilisés pour la phase 3 de l'enquête 1-2-3 avec une dernière colonne réservée à l'aide mémoire sur les biens et services concernés. L'amélioration a porté essentiellement sur la longueur des périodes de référence des dépenses rétrospectives. Les variables essentielles sont précisées ci-après :

- produit acquis ou payé;
- quantité ou nombre payé;
- montant de dépense sur la période de référence ;
- lieu d'achat;
- origine des produits;
- état à l'achat.

Description des questionnaires sur les dépenses individualisables

Les questionnaires sur les dépenses individualisables comprennent en plus des variables qui mesurent les dépenses non individualisables, une variable sur le code du bénéficiaire. Pour chaque produit sur l'aide mémoire disposé à droite de ces questionnaires, il est posé à chacun des membres du ménage, notamment les personnes en mesure d'effectuer des dépenses, la question de savoir s'il a eu à bénéficier de ce bien ou service au cours de la période de référence prédéfinie. Pour un individu qui reconnaît avoir bénéficié de l'acquisition d'un bien ou un service, des détails de la dépense sont ensuite enregistrés sur les questionnaires.

Les variables essentielles sont précisées ci-après :

- produit acquis ou payé;
- quantité ou nombre payé;
- montant de dépense sur la période de référence ;
- lieu d'achat;
- origine des produits;
- état à l'achat.

Description du questionnaire sur les dépenses à l'occasion des fêtes ou des cérémonies

Ce questionnaire permet de saisir les dépenses exceptionnelles faites par les ménages à l'occasion de la célébration des fêtes ou d'autres cérémonies telles que les mariages, les baptêmes et les funérailles. Etant donné le caractère reculé de ces dépenses et de leur complexité, les questions sont posées juste pour avoir une estimation des grandes catégories de dépenses effectuées.

Les variables essentielles sont précisées ci-après :

- Type d'évènement
- Type de dépense effectuée
- montant de la dépense sur la période de référence ;
- lieu d'achat;
- origine des produits;
- état à l'achat.

Description des questionnaires sur les reventes des biens durables d'occasion, les remboursements des assurances et les gains bénéficiés des jeux de hasard

Ces questionnaires sont aussi présentés avec une dernière colonne à droite aux groupes ou sous groupes de produits pour lesquels les informations sont demandées. Les principales variables recherchées sont :

a) Module sur la revente des biens durables d'occasion

- produit revendu ;
- année d'acquisition ;
- valeur d'acquisition ;
- état à l'acquisition ;
- secteur institutionnel de provenance (ménage ou autre secteur) ;
- montant de revente ;
- Secteur institutionnel de destination (ménage ou autre secteur).

b) Module sur le remboursement des assurances

- produit d'assurance dont le ménage a bénéficié d'un remboursement ;
- disponibilité ou non d'un contrat d'assurance ;
- date du contrat;
- durée du contrat ;
- Montant de prime d'assurance versée par le ménage;
- montant total reçu des services d'assurance en cas de dommage.

c) Module sur les gains bénéficiés des jeux de hasard

- produit du jeu de hasard parié ;
- valeur des gains bénéficiés.

Autres documents techniques

D'autres documents techniques seront utilisés pendant l'enquête. Il sera élaboré et mis à la disposition des agents de collecte un manuel d'instructions. En outre, le remplissage du module 3 sur l'emploi et le chômage nécessitera l'utilisation de la nomenclature des métiers et professions et de la NAEMA (nomenclature des activités des Etats Membres d'AFRISTAT).

D'autres documents techniques qui seront très spécifiques aux pays sont par exemple la liste des unités de mesure non standard des quantités de produits. La liste des unités standard sera commune à tous les pays et sera ainsi complétée par des unités locales.

VII. METHODES D'OBSERVATION

Les méthodes d'observation seront les mêmes utilisées pendant l'enquête de 1996. De façon générale, l'enquête sera faite à l'aide d'interview dans les ménages.

Observation des dépenses quotidiennes

L'observation des dépenses quotidiennes effectuées pendant 15 jours dans les ménages sera faite en 6 visites intercalées de 3 jours. Pour cela, les membres des ménages ayant la charge d'effectuer des dépenses collectives ou individuelles recevront des carnets de comptes dans lesquels ils enregistreront tous les jours les dépenses qu'ils auront réalisées. L'enquêteur passe tous les trois jours dans les ménages pour récapituler sur le questionnaire approprié les dépenses consignées dans les carnets de compte. Ainsi le questionnaire sur les dépenses quotidiennes est rempli pour la première fois à la deuxième visite dans le ménage. Ce questionnaire est rempli chaque fois en même temps que la fiche de présence (CQ 05).

Une vague d'enquête durera 18 jours au cours desquels il sera enquêté 9 ménages par enquêteur. La charge de travail d'un enquêteur est résumée dans le tableau ci-après. En pratique, la vague de collecte correspond à 21 jours, les jours restants devront servir au bouclage de la collecte ou de repos pour un enquêteur n'ayant pas accusé de retard. Au total, la durée de collecte est estimée à 84 jours, soit environ trois mois.

Tableau 3 : charge de travail d'un enquêteur pendant une vague

	MEN01	MEN02	MEN03	MEN04	MEN05	MEN06	MEN07	MEN08	MEN09
J01	X	X	X						
J02				X	X	X			
J03							X	X	X
J04	X	X	X						
J05				X	X	X			
J06							X	X	X
J07	X	X	X						
J08				X	X	X			
J09							X	X	X
J10	X	X	X						
J11				X	X	X			
J12							X	X	X
J13	X	X	X						
J14				X	X	X			
J15							X	X	X
J16	X	X	X						
J17				X	X	X			
J18							X	X	X

Pour réduire les biais de sélection dus aux dates de début et de fin des mois, les vagues s'enchaîneront les unes à la suite des autres sans commencer ni finir nécessairement aux mêmes dates. En résumé, la date de démarrage doit être coulissante d'une vague à l'autre de façon à ne pas négliger durant toute la période de la collecte un jour calendaire. Un exemple de calendrier est proposé ci-dessous.

Tableau 4 : Exemple de calendrier de démarrage et de fin de vagues de collecte des données

	Vague 1	Vague 2	Vague 3	Vague 4
Début	01/03/08	22/03/08	13/04/08	04/05/08
Fin (y compris les jours de bouclage)	21/03/08	12/04/08	03/05/08	20/05/08

Autres questionnaires

Le remplissage de chacun des autres questionnaires se fait en principe en une seule séance d'interview. On peut donc répartir ces questionnaires sur le nombre de visites à effectuer par ménage, tout comme on peut s'organiser à les faire passer pendant les trois premières visites. Dans tous les cas, les modules 1 à 4 et la fiche d'éligibilité EL doivent être renseignés pendant la première visite dans les ménages.

Durée de la collecte et charge de travail d'un enquêteur

Compte tenu des contraintes budgétaires, la collecte des données se fera en 3 vagues, soit une durée de 3 mois de terrain. Au cours de cette période, chaque enquêteur sera chargé de 36 ménages en tout répartis sur trois unités primaires.

VIII. ORGANISATION DE L'ENQUETE

Personnel

Une équipe centrale de cadrage composée d'un coordinateur technique, un coordinateur technique adjoint et d'un statisticien chargé d'études, sera chargée de la mise en œuvre de tout le processus de l'enquête.

Un personnel d'exécution composé de :

- 2 cartographes
- 7 contrôleurs de collecte
- 28 agents enquêteurs
- 1 assistant d'atelier de saisie
- 8 opérateurs de saisie pour la saisie des questionnaires
- 4 agents de traitement chargés de la vérification et de la correction des questionnaires

Appui technique de AFRISTAT

Des experts de AFRISTAT appuieront directement les pays par des missions. Mais il sera aussi organisé des ateliers régionaux à Bamako à certaines étapes de l'enquête. Les missions seront effectuées notamment pendant les travaux préparatoires (notamment pour la cartographie), la formation des agents de terrain et l'apurement des données.

Des ateliers régionaux seront organisés pour la validation des outils méthodologiques de l'enquête, (une semaine), l'apurement avancé et le traitement final des données de l'enquête.

IX. CHRONOGRAMME DES ACTIVITES DE L'ENQUETE

Le respect de ce calendrier est fonction de la mobilisation de tous les partenaires techniques et financiers pour la réussite de l'enquête. Le calendrier est calé principalement sur l'échéance des grandes opérations que sont la validation des outils et méthodes de l'enquête, la mise à jour de la base de sondage, la collecte de données proprement dite, l'apurement et le traitement final des données. Les dates respectives proposées pour ces grandes opérations sont :

- Validation méthodologique : novembre 2007
- Mise à jour de la base de sondage et échantillonnage : novembre 2007-janvier 2008
- Collecte de données proprement dite : Mars-mai 2008
- Apurement des données : juillet--août 2008
- Traitement des données : octobre 2008
- Mise à disposition des coefficients de pondération de l'IHPC : novembre 2008

Un grand retard accusé sur chacune de ces activités entraînerait fort probablement le report dans la réalisation de l'enquête et la mise à disposition des résultats.

Tableau 5 : chronogramme indicatif des activités de l'enquête

N°	Tache	Niveau d'exécution	Période	Résultats attendus
1.	Mise en place des équipes d'enquête	Pays	Juil-août 2007	Toutes les équipes nationales sont fonctionnelles
2.	Elaboration des documents techniques	AFRISTAT	Juil-oct 2007	Tous les documents techniques sont disponibles
3.	Atelier de validation méthodologique	AFRISTAT/PAYS	Nov 2007	Tous les documents sont examinés et des propositions d'améliorations sont faites
4.	Finalisation des documents techniques et adaptation aux pays	AFRISTAT/PAYS	Nov 2007	Tous les documents techniques sont finalisés
5.	Préparation de l'enquête	PAYS	Nov 2007-Janv 2008	La qualité des bases de sondage sont examinées, tout comme les questionnaires et autres documents techniques
6.	Mission méthodologique	AFRISTAT	Déc 2007	Les documents techniques sont adaptés par les pays. Les travaux de mise à jour de la cartographie sont lancés
7.	Préparation des bases de sondage	PAYS/AFRISTAT	Déc 2007-Jan 2008	Les bases de sondages des unités primaires sont finalisées
8.	Formation des agents de collecte	AFRISTAT/PAYS	Février 2008	Le personnel de terrain est formé. L'organisation pratique de l'enquête est définie
9.	Sensibilisation de la population	PAYS	A partir de Déc 2007	La population est sensibilisée.

N°	Tache	Niveau d'exécution	Période	Résultats attendus
10	Dénombrement et échantillonnage	PAYS	Jan-Fév 2008	L'échantillon des ménages est tiré et informé
11	Finalisation des documents techniques et impression	PAYS	Fév 2008	Les documents sont finalisés et imprimés
12	Collecte des données	PAYS	Mars-Mai 2008	Les données sont collectées
13	Saisie des données	PAYS	Avril-Juin 2008	Les données sont saisies
14	Mission d'appui à l'apurement des données	AFRISTAT	Juillet 2008	L'apurement des données est lancé
15	Apurement des données	PAYS	Juillet-septembre 2008	L'apurement des données est effectué
16	Atelier régional sur le traitement de l'enquête	AFRISTAT/PAYS	Octobre 2008	Les structures de dépenses de consommation des ménages sont calculées
17	Mise à disposition des coefficients de pondération	AFRISTAT/PAYS	Novembre 2008	Les coefficients de pondération sont remis à la Commission de l'UEMOA